

pays. La science et la technologie ont tant progressé qu'aucune nation ne peut espérer se sauver seule. Des écrivains réputés ont eu recours à toutes sortes d'expressions. M. McLuhan parle du «village global» et il a raison. Nous vivons vraiment dans un village global. Barbara Ward évoque le «vaisseau spatial qu'est la terre». A mon avis, de telles expressions reflètent vraiment le sentiment de solidarité que nous éprouvons en tant que Canadiens envers tous les pays du monde.

[Français]

L'inquiétude du gouvernement canadien à ce sujet est par conséquent la même que celle des députés de l'opposition et de tous les Canadiens.

Je répète que nous désirons assurer la protection des Canadiens et, surtout, faire en sorte que les décisions qui peuvent affecter l'avenir de l'humanité ne soient pas prises sans notre participation.

Le débat de ce soir, je pense, a pour but de trouver une politique qui assurera la protection de l'humanité et celle des Canadiens, par surcroît.

[Traduction]

La manière dont nous manifestons notre souci de la survivance de l'humanité et la manière dont nous pouvons faire de notre désir de survivance une politique efficace, tel est l'objet de notre débat ce soir. Quelques principes généraux guident le gouvernement dans l'établissement d'une politique. Le premier est la stabilité du système de dissuasion. Ce système existe comme instrument de dissuasion parce qu'on sait, de part et d'autre, que l'autre camp possède un pouvoir de destruction assez puissant pour l'annihiler. C'est la confiance dans le système qui en assure la stabilité. Il en résulte un équilibre fragile et dangereux. Pour continuer d'avoir confiance dans le système, il faut veiller à ce que son équilibre ne se rompe pas, à ce qu'il n'y ait pas d'escalade dans la course aux armes nucléaires, à ce que l'un des deux centres de puissance militaire sur la terre, l'URSS et les États-Unis, ne s'empresse pas de prendre les devants, de sorte que l'autre craigne d'être anéanti sans pouvoir détruire l'adversaire. C'est ce très délicat équilibre que nous devons maintenir jusqu'à ce que nous puissions, par d'autres moyens, assurer une limitation et une réduction des armements vraiment pratiques et efficaces.

Le deuxième principe, c'est que le Canada devrait continuer de participer aux négociations de Genève, comme il l'a fait par l'intermédiaire de l'un de ses ambassadeurs les plus

[Le très hon. M. Trudeau.]

compétents, M. Ignatieff, qui a exposé le point de vue du Canada sur ces questions. Nous devons continuer à le faire parce que nous croyons que la dissuasion est un problème fort délicat, et dangereux. Nous travaillons donc de toutes nos forces à trouver d'autres moyens de limiter et de réduire les armements que l'équilibre par la terreur.

Un autre principe que nous devons appliquer, c'est celui qui consiste à prévenir une plus grande prolifération, voire une escalade des armes nucléaires. Bien entendu, pour chaque pays intéressé, une telle escalade est fort coûteuse et ne peut qu'entraîner une riposte extrêmement coûteuse de la part de l'autre pays. Voilà qui est très grave, car ces grandes puissances mondiales sont dès lors moins en mesure de relever les autres défis lancés à l'humanité—ceux de la pauvreté, des pays dont le développement languit, par exemple. Une telle escalade est donc dangereuse, à nos yeux, dans la mesure où elle empêche les pays de résoudre d'autres problèmes. En outre, elle est dangereuse en soi, car plus ces systèmes se perfectionnent, plus ils deviennent compliqués et plus les risques d'accidents augmentent. Déjà nous commençons à nous demander s'ils ne sont pas si compliqués et si complexes que la décision de déclencher une hécatombe nucléaire ne viendra pas d'un ordinateur ou de quelques fonctionnaires qui n'auront pas eu le temps de songer à tous les impondérables.

• (8.40 p.m.)

Voilà les principes qui nous guident. Mais comme notre gouvernement n'est pas encore suffisamment renseigné pour juger comme il faut la décision prise vendredi dernier par le président des États-Unis, nous gardons un esprit ouvert. Au dire du chef du Nouveau parti démocratique, nous avons les preuves d'une escalade et il a cité des exemples. Mais ce serait, à mon avis, compromettre les entretiens que je pourrais avoir avec le Président si, avant mon départ pour Washington, le gouvernement se disait d'avis qu'il y a escalade, que les États-Unis sont coupables, et si, sans leur donner l'occasion d'exposer leur point de vue, nous les condamnions sans autre forme de procès.

Voilà pourquoi le gouvernement se garde de condamner. Il préfère poser des questions, chercher à se renseigner, trouver les raisons qui ont motivé cette initiative des États-Unis, puis prendre une décision.

Des voix: Bravo!